

Le camp Nibigira tient ses Etats généraux destinés à recoller les morceaux de l'Uprona

PANA, 27 juillet 2014 Burundi : ouverture des Etats généraux controversés de l'Uprona sous haute surveillance policière Bujumbura, Burundi - Un imposant dispositif policier a été déployé, dimanche, autour de la permanence de l'Unité pour le Progrès national (Uprona), dans le centre-ville de Bujumbura, la capitale du Burundi, pour tenir les Etats généraux des opposants remontés contre des Etats généraux controversés d'une aile minoritaire de l'ex-parti unique ma reste la seule reconnue par la loi, a-t-on constaté sur place. [Photo : Mme Concilie Nibigira et M. Prosper Bazombanza, 1er Vice-président de la République issu de l'Uprona pro-gouvernemental]

Les Etats généraux étaient destinés à recoller les morceaux de ce parti politique aujourd'hui divisé mais qui reste considéré comme étant historique pour avoir conduit le pays à l'indépendance nationale dans les années 1960, vit aujourd'hui une crise de vieillesse. Toutes les issues qui mènent au Kumugumya, le siège officiel du parti, avaient été bouclées dès les premières heures de la matinée de dimanche et la police ne laissait passer que les seuls militants munis de lettres d'invitation dûment signées par Mme Concilie Nibigira, la représentante de l'aile de l'Uprona qui jouit de la reconnaissance du ministre de l'Intérieur ayant en charge la gestion des associations à caractère politique. La police a su bien gérer la tension et la colère qui étaient au comble dans le camp adverse emmené par Charles Nditije qui revendique toujours la présidence légitime du parti. Un cordon policier infranchissable a refoulé sans ménagement les partisans de Charles Nditije dans leur tentative de forcer l'entrée de la permanence. Sur l'échiquier politique national, l'Uprona entretient des relations ambiguës avec le pouvoir en étant le seul à avoir un pied dehors et un autre dedans, dans les institutions étatiques. Le parti avait encore créé une crise institutionnelle majeure vers la fin de l'année dernière en entraînant dans la démission tous ses membres présents au gouvernement pour protester contre le limogeage de l'ancien premier vice-président de la République issu des rangs de l'Uprona, Thérèse Sinunguruza. Mme Concilie Nibigira s'était engagée dans la brèche en créant une aile dissidente qui a proposé un nouveau premier vice-président de la République, Prosper Bazombanza, pour combler le vide et ramener le gouvernement au complet et au fonctionnement normal. Le parti renaît souvent de ses cendres mais cette fois, nombreux sont ceux qui ne lui prédisent pas une plus longue vie dans l'état actuel des divisions internes à l'approche des élections générales de 2015. Le premier coup d'estocade lui avait été donné en 1993 par la perte des premières élections de l'ère démocratique du pays. Le parti avait été renfloué par les accords de paix de 2000, à Arusha sur la paix et la réconciliation au Burundi après des années de guerre civile consécutive au coup d'Etat engendré par la crise post-électorale de 1993. D'une manière générale, des tensions politiques entre le pouvoir et l'opposition ne cessent de grandir à l'approche de nouvelles élections générales de 2015 au Burundi.